

AUGMENTATION SALARIALE POUR LES DOCKERS DU PORT D'ALGER

La revalorisation des indemnités sera de 30%

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédente édition, le syndicat de l'Entreprise du port d'Alger (Epal) a réussi à arracher une augmentation substantielle des indemnités au profit des 3 500 dockers. La dernière réunion de négociations qui s'est tenue avant-hier et qui a regroupé, d'une part, les représentants des travailleurs et, d'autre part, la direction générale, a été sanctionnée par un accord commun dûment paraphé par les deux parties.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'accord en question stipule une «révision à la hausse des primes de panier, de salaire unique, de transport et véhicule, de quai et de frais de mission à hauteur de 30%».

Pour le syndicat d'entreprise, il s'agit d'une grande victoire pour les travailleurs de l'Entreprise

portuaire d'Alger qui voient ainsi leurs revendications prises en considération par l'employeur».

Il est à rappeler que les dockers du port d'Alger ont observé, à l'appel de leurs représentants syndicaux, un arrêt de travail qui a paralysé l'activité portuaire durant six heures. Il a fallu l'intervention du secrétaire général

de la Centrale syndicale pour que la situation se débloque et ramener les deux parties à engager un autre round de négociations. Ainsi, outre la revalorisation des indemnités, les deux parties se sont également mises d'accord pour la mise en place d'une commission paritaire qui aura pour principal objectif de débattre des cas des travailleurs journaliers.

Ces derniers, au nombre de 420, voient pour la première fois leur situation prise en charge d'une manière officielle par l'employeur.

Par ailleurs, deux points sont restés en suspens que le secrétaire général de l'UGTA s'est engagé à prendre en charge, et ce, en collaboration avec le syndicat d'entreprise et la direction générale du port d'Alger. Il s'agit du «pécule départ en retraite et de la pré-retraite». Selon des sources syndicales, «la question de retraite est étroitement liée à celle de la régularisation de la situation des 420 journaliers».

«C'est le seul point qui reste posé et que nous comptons régler définitivement avec la direction générale», a indiqué le secrétaire général du syndicat du port d'Alger, M. Abbès, qui, au passage, a tenu à remercier et à rendre hommage au secrétaire général de



Photo : Samir Sid.

Une grande victoire pour les travailleurs.

l'UGTA «pour son aide très appréciée au profit des travailleurs et travailleuses du port d'Alger pour concrétiser leurs revendications légitimes et son soutien à la démarche initiée par le conseil syndical du port d'Alger».

A l'origine de cette journée de protestation, le refus, selon le secrétaire général du syndicat du port d'Alger, «du directeur général de l'entreprise du port d'Alger d'appliquer les accords conclus entre les membres de la Coordination des ports d'Algérie et l'employeur», dont le syndicat du port d'Alger fait partie.

Il s'agit des «indemnités de panier et de nourriture, des indemnités de

transport et véhicule, des frais de mission et déplacement et de l'indemnité de salaire unique». Cependant, le principal point d'achoppement entre les deux parties est relatif à «l'augmentation des primes et indemnités qui varie entre 20% et 30% en fonction des possibilités financières de chaque entreprise».

Ainsi, si les autres entreprises portuaires ont mis en application cet accord avec effet rétroactif à compter de mars 2007, la direction générale de l'entreprise portuaire, selon la même source, «a limité à hauteur de 20% l'augmentation des primes et indemnités, alors que le port d'Alger est considéré

comme l'entreprise la plus performante en Algérie dans son secteur».

Cela dit, les observateurs de la question syndicale se sont d'ailleurs interrogés sur l'absence d'un représentant syndical du port d'Alger au sein de la Commission exécutive nationale (CEN), sachant que le conseil syndical du port d'Alger, à sa tête M. Guermache Maamar, dit Abbès, fort du soutien de la quasi-totalité des travailleurs de l'Entreprise portuaire d'Alger, constitue une des principales forces de frappe de l'UGTA dans la capitale, plus précisément au sein de l'instance locale d'Alger (ULAC).

A. B.

RACHID BENAÏSSA AU FORUM DE L'ENTV :

«Il faut renforcer les capacités des habitants des zones rurales»

«Il n'y a pas de territoires sans avenir, il n'y a que des territoires sans projets». Samedi soir, lors de son passage au forum hebdomadaire de l'ENTV, le ministre délégué chargé du Développement rural n'a pas manqué de répéter sa célèbre devise.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Aujourd'hui, plus que jamais, il est important de renforcer les capacités des habitants des zones rurales afin qu'ils puissent faire face à la mondialisation. Nous devons donc les accompagner afin de leur permettre de valoriser les richesses et les spécificités du monde rural», a indiqué Rachid Benaïssa.

Ce dernier citera en exemple les cas de la Chine et du Japon qui ont introduit et appliqué le concept de «globalisation». Comme son nom l'indique, ce concept allie les tendances «globales» aux réalités «locales». C'est dans cette optique que le département de Benaïssa a élaboré la Stratégie nationale de renouveau rural. «Une enveloppe de 18 milliards de dollars a été débloquée par l'Etat pour les trois prochaines années afin de financer des projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI).

La réussite de cette stratégie, passe par la participation des populations. Il faut qu'il y ait une prise de conscience. Les autorités ne sont là que pour accompagner à travers les mécanismes et les institutions», expliquera-t-il. Pour M. Benaïssa, l'objectif principal est de «fixer» les populations rurales.

«Nous pouvons dire que nous avons obtenu des résultats probants en termes de fixation et de repeuplement des zones rurales désertées lors des années de terrorisme. Une de nos études a démontré que 90% des communes rurales ont été stabilisées sur le plan démographique.

Certaines ont même connu une augmentation du nombre de leurs habitants». Le ministre délégué chargé du Développement rural a insisté sur la nécessité de diversifier les activités économiques en évitant de se limiter à l'agriculture.

T. H.

MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'Anem se met à la formation des demandeurs d'emploi

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) innove. Hier, une convention de coopération a été signée entre cette structure, relevant du ministère du Travail et de la Sécurité sociale et l'entreprise privée Lead Engagement.

La convention porte sur la formation de soudeurs et tuyauteurs demandeurs d'emploi qui sera assurée par cette entreprise. Il s'agit d'une première expérience du genre qui sera élargie, selon des sources proches de l'Anem, à d'autres métiers.

La cérémonie, qui a duré quelques minutes a été notamment marquée par la mise en exergue de la mission confiée à l'Anem, créée en 2006. En effet, l'Anem, qui a pour

mission d'organiser le marché de l'emploi en Algérie en tant qu'intermédiaire entre les employeurs et les demandeurs d'emploi, estime que le marché de l'emploi est dynamique.

A ce titre, la convention signée hier a pour objectif de «créer un cadre de partenariat entre l'entreprise et l'agence». En d'autres termes, il «s'agira de conforter dans leur formation des soudeurs et tuyauteurs demandeurs d'emploi, voire leur assurer une

mise à niveau dans la perspective de les intégrer dans la vie professionnelle».

Selon nos sources, les demandeurs d'emploi formés dans le cadre de cette convention disposeront de plus d'atouts pour être enrôlés par le monde du travail.

Ceci étant, il est important de noter que les principales missions confiées à l'Anem sont notamment l'étude de l'offre, de la demande et des placements, qui constituent une véritable banque de données sur tout ce qui concerne l'emploi.

Elle est chargée de recueillir toutes les informations sur l'offre et la deman-

de auprès des agences locales. Ces informations sont ensuite traitées et sélectionnées pour être exploitées dans la prise de décisions sur les placements. Elle est également chargée d'orienter les postulants vers les dispositifs mis en place pour l'emploi des jeunes tels que l'Ansej, le micro-crédit, le CPE et la Cnac pour les 35-50 ans.

Le directeur de l'Anem parle dans ce cadre, d'égalité des chances pour tous les demandeurs d'emploi. «L'Anem est, de ce fait, un véritable instrument de régulation de l'emploi», indique le même responsable.

Abder B.